

# **ODICÉO**

115, boulevard Stalingrad – C.S. 52038  
69616 Villeurbanne Cedex  
S.A.S. au capital de € 332.800  
430 130 393 R.C.S. Lyon

Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon-Riom

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2025**

---

Association

## **TECHTERA**

91 bis Chemin des Mouilles  
69130 ECULLY

# TECHTERA

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2025**

À l'attention des membres de l'Association TECHTERA,

### **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association TECHTERA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

### **FONDEMENT DE L'OPINION**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

## **OBSERVATION**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n° 2022-06 exposées dans la note « Changement de méthode » de l'annexe des comptes annuels.

## **JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les notes « Etat récapitulatif des subventions » et « Evaluation des produits constatés d'avance sur les subventions européennes » de l'annexe détaillent les subventions accordées à votre association et rattachées en produits d'exploitation sur l'exercice et la méthode de calcul des produits constatés d'avance pour les projets européens. A ce titre, nous nous sommes notamment assurés, à partir de la documentation juridique et de la comptabilité analytique, du respect des règles de comptabilisation et de la correcte évaluation des produits constatés d'avance et des fonds dédiés à la clôture.

La note « Provisions » de l'annexe expose les modalités d'évaluation du risque de non-recouvrement des subventions par votre association. A ce titre, nous nous sommes assurés de la cohérence de cette estimation avec la réalité observée sur les dernières années.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

## **RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVE AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient aux dirigeants d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe aux dirigeants d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par les dirigeants, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par les dirigeants de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Villeurbanne, le 24 avril 2026

Le Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Schneck', is written over a light blue rectangular stamp.

ODICÉO, représenté par  
Sabine SCHNECK

# Bilan Actif

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	19 741	17 590	2 151	2 151
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	115 322	85 979	29 342	37 050
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations	9 900		9 900	9 900
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres immobilisations financières				
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>144 963</b>	<b>103 569</b>	<b>41 393</b>	<b>49 101</b>
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (2)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	355 834	6 900	348 934	441 576
TOTAL ACTIF (I à VII)	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	2 777 092		2 777 092	1 846 909
	Charges constatées d'avance	29 030		29 030	72 730
	<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
	<b>Instruments financiers et jetons détenus</b>				
	<b>Disponibilités</b>	1 764 783		1 764 783	829 646
	<b>TOTAL (III)</b>	<b>4 926 739</b>	<b>6 900</b>	<b>4 919 839</b>	<b>3 190 862</b>
	Frais d'émission des emprunts (IV)	499		499	1 497
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	<b>TOTAL ACTIF (I à VII)</b>	<b>5 072 201</b>	<b>110 469</b>	<b>4 961 731</b>	<b>3 241 460</b>

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an

# Bilan Passif

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
FONDS PROPRES	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
FONDS PROPRES	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
FONDS PROPRES	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
FONDS PROPRES	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
FONDS PROPRES	Report à nouveau	361 811	257 472
	Excédent ou déficit de l'exercice	30 492	104 339
FONDS PROPRES	Total des fonds propres (situation nette)	392 302	361 811
	Fonds propres consommables		
FONDS PROPRES	Subventions d'investissement	990	1 928
	Provisions réglementées		
FONDS PROPRES	Total des autres fonds propres	990	1 928
	Total des fonds propres	393 292	363 739
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	3 533	7 000
Fonds reportés et dédiés	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
Fonds reportés et dédiés	Total des fonds reportés et dédiés	3 533	7 000
Provisions	Provisions pour risques	12 719	14 373
	Provisions pour charges		
Provisions	Total des provisions	12 719	14 373
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
DETTES (1)	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	35 705	96 551
DETTES (1)	Emprunts et dettes financières divers (2)	945	945
	Instruments financiers à terme		
DETTES (1)	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
DETTES (1)	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48 434	86 872
	Dettes des legs ou donations		
DETTES (1)	Dettes fiscales et sociales	363 857	330 048
	DETTES DIVERSES		
DETTES (1)	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	261 189	5 900
DETTES (1)	Produits constatés d'avance (1)	3 842 057	2 336 032
	Total des dettes	4 552 187	2 856 348
TOTAL PASSIF	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	4 961 731	3 241 460
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		30 491,55	104 339,18
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		4 552 187	2 820 659
(2) Dont emprunts participatifs			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	380 084	364 392
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	307 921	298 765
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	1 396 269	1 117 181
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	70 000	70 000
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	4 190	2 527
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés	7 000	
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	8 950	
	Autres produits	16	357
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>2 174 430</b>	<b>1 853 222</b>
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	638 972	476 791
	Aides financières	36 267	61 484
	Impôts, taxes et versements assimilés	46 510	30 583
	Salaires	975 711	808 256
	Cotisations sociales	406 433	323 859
	Dotation aux amortissements et dépréciations	13 402	24 094
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	3 533	7 000
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	8 927	
	Autres charges	7	264
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>2 129 762</b>	<b>1 732 332</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>44 668</b>	<b>120 890</b>

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION		44 668	120 890
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	12 402	15 493
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Produits des immobilisations financières cédées		
Total des produits financiers		12 402	15 493
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	488	1 039
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières		488	1 039
RESULTAT FINANCIER		11 914	14 454
RESULTAT COURANT avant impôts		56 583	135 344
	Produits exceptionnels		6 966
	Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL			6 966
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		26 091	37 971
TOTAL DES PRODUITS		2 186 832	1 875 681
TOTAL DES CHARGES		2 156 341	1 771 341
EXCEDENT ou DEFICIT		30 492	104 339
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		124 080	122 640
TOTAL		124 080	122 640
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		124 080	122 640
TOTAL		124 080	122 640

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Le bilan de l'exercice présente un total de **4 961 731** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 186 832** euros et un total **charges** de **2 156 341** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **30 492** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent, clos le **31/12/2024** avait une durée de 12 mois

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les article 121-1 et 121-5 et suivants du Plan Comptable général 2014.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83, le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice, des dispositions spécifiques aux associations et fondations prévues au règlement ANC 2018-06 modifié par le règlement ANC 2020-08 et le règlement ANC 2021-02, et des modifications apportées par les règlements ANC 2022-06 et 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers.

Les notes et tableaux ci-après font parties intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception de la nouvelle présentation des états financiers (bilan, compte de résultat et annexe) ;
- Indépendance des exercices ;

Conformément aux règles générales d'établissement de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## Changement de méthode

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions du Code de commerce et au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2022-06 relatifs à la modernisation des états financiers, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

L'application de ce nouveau règlement pour la première fois sur cet exercice constitue un changement de méthode comptable obligatoire. Ce changement vise à améliorer la lisibilité du résultat en redéfinissant, entre autres, le caractère exceptionnel des charges et produits.

Les comptes de l'exercice précédent présentés en colonne comparative n'ont pas été retraités selon les nouvelles règles. Ils figurent tels qu'approuvés lors de l'exercice précédent.

### **☒ Suppression des transferts de charges**

Les transferts de charges sont supprimés en application du nouveau référentiel. Les avantages en nature consentis au personnel, qui s'élevaient à 2,2 K€ au titre de l'exercice précédent et à 2,2 K€ au titre de l'exercice clos, sont désormais comptabilisés directement en diminution des charges de personnel.

### **☒ Redéfinition du résultat exceptionnel**

Le résultat exceptionnel est désormais réservé aux événements majeurs et inhabituels, non récurrents par nature. En application de cette nouvelle définition, les mouvements relatifs aux quote-part de subventions reprise aux comptes de résultat, qui s'élevaient à 2,7 K€ au titre de l'exercice précédent et 1 K€ au titre de cet exercice, sont reclassés dans les produits d'exploitation (subventions). Les produits et valeurs nettes comptables de cessions d'immobilisations sont dorénavant présentés dans le résultat d'exploitation pour respectivement 9 K€ et 8,9 K€.

A noter également, que les charges constatées d'avance sont désormais reclassées au niveau des "Autres créances".

## Objet de l'association

L'association est un pôle de compétitivité reconnu de la filière textile depuis 2005. Son objectif est d'accroître la compétitivité des entreprises, notamment par l'innovation collaborative.

Elle a également mis en place des « clubs » afin d'accompagner les adhérents sur des thématiques précises.

L'association accompagne ses adhérents dans le suivi de leurs projets. Elle a participé en 2025 au développement de 13 projets européens, dont 5 finis en 2025.

TECHTERA accompagne également les adhérents du secteur sur divers salons métiers.

TECHTERA dispose de moyens humains (équipe dédiée) et financiers (adhésions des membres et subventions). Elle est actuellement en train de développer une hall technique qui pourra être mis à disposition des adhérents.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## **Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Conformément à la réglementation comptable sur les actifs et aux mesures de simplification mises en place pour les petites et moyennes entreprises, l'association a choisi de maintenir des durées d'usage pour les biens non décomposés.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les méthodes et durées d'amortissements retenues sont les suivantes :

- |                               |           |
|-------------------------------|-----------|
| ● Logiciels/site internet     | 1 à 3 ans |
| ● Installation et Agencements | 8 ans     |
| ● Matériel de Bureau          | 3 à 5 ans |
| ● Mobiliers                   | 5 ans     |

## **Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais d'accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## **Créances et dettes**

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## **Provisions**

Les provisions comptabilisées correspondent aux risques et charges nettement précises quant à leur objet et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise.

La provision relative au risque de non recouvrement du solde des subventions dues s'élève à 12 719 € au 31/12/2025 contre 14 373 € au 31/12/2024.

La base de calcul de la provision a été ajustée antérieurement eu égard aux informations constatées au cours des dernières années. Le risque ayant été réévalué, seules les subventions françaises sont concernées par cette provision et les subventions européennes sont exclues de la base de calcul.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## **Disponibilités**

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## **Valorisation des contributions volontaires**

L'association a bénéficié de contributions volontaires en nature pour l'année 2025 correspondant à du bénévolat, pour un montant de 124 080 euros. Ce bénévolat est constitué de 775,5 heures de bénévolat des administrateurs et membres du Bureau Exécutif valorisées à 160 euros/heure.

## **Engagements en matière de pensions et retraites**

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Les engagements envers le personnel de l'association ne sont pas provisionnés, ils sont mentionnés le cas échéant en engagement hors bilan.

La dette actuarielle s'élève à 12 341 euros. Les principaux paramètres retenus sont :

- Méthode de calcul : ANC 2021 appliquée à l'ensemble du personnel au salaire actuel
- Convention Collective Applicable : Textiles (Industrie)
- Table de mortalité utilisée : INSEE 2020-2022 ;
- Taux d'actualisation retenu : 3,96%
- Taux de rotation des effectifs : 2% constant ;
- Augmentation des salaires : 1% constant ;
- Age de départ à la retraite : 64 ans à l'initiative du salarié.

Pour un départ en retraite intervenu début 2026, l'engagement a été exclus du calcul car l'indemnité a fait l'objet d'une charge à payer au 31/12/2025.

TECHTERA a souscrit un contrat IFC avec un capital qui atteint 49,2 K€ au 31/12/2025.

## **Faits caractéristiques de l'exercice**

L'association a bénéficié d'un PGE de 236 630 € en juillet 2020 suite à la crise COVID. Le remboursement a débuté en 07/2022, il reste à ce jour 35 689 € à rembourser.

Nouveau projet majeur européen : ELEVATEX, pour lequel TECHTERA est leader du projet / coordinateur.

Ce projet est détaillé dans les subventions européennes en 3 composantes.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## Evaluation des produits constatés d'avance sur les subventions européennes

L'association a fait évoluer, à compter de l'exercice clos le 31/12/2024 pour les nouveaux projets européens, le calcul des produits constatés d'avance à la clôture de l'exercice afin de mieux refléter la réalité économique des projets financés par des subventions européennes. Désormais :

- Les frais généraux (overheads) ne sont plus comptabilisés au fur et à mesure de l'exécution du projet, mais uniquement au moment des reportings officiels transmis à l'Union Européenne, conformément aux règles propres à chaque programme de subvention.
- Entre deux reportings, l'en-cours est évalué à partir d'un taux d'avancement estimé du projet.

Cette estimation permet de reconnaître une part des produits en fonction du degré réel de progression des activités financées.

Cette nouvelle approche vise à améliorer la cohérence entre les enregistrements comptables et le déroulement opérationnel des projets européens, tout en respectant les exigences de justification des financeurs.

Cette méthodologie a été poursuivie en 2025 et appliquée pour l'ensemble des subventions toujours en cours en 2025 (hormis les projets terminés en 2025 : selon reporting final et subventions du type LUMP SUM : prorata temporis sur la durée du projet).

Aucun autre fait significatif n'est à signaler sur l'exercice. Les charges et produits concernant les subventions sont détaillées ci-après.

# Annexe libre

Etat exprimé en euros

## ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Au titre de l'exercice, le montant total des nouvelles subventions notifiées s'élève à 3 375 970 €, et 1 395 331 € ont été comptabilisés en produits, conformément à l'avancement des actions financées et aux dépenses effectivement engagées.

### Subventions françaises

#### 1 - Subvention DIRECCTE (devenue AURA – part État)

Cette subvention a pour objet de soutenir les actions d'animation portées par l'association.

Au titre de l'exercice 2025, le montant alloué s'élève à 78 583 €, contre 80 650 € en 2024.

#### 2 - Subvention RRA/PDI

Destinée à la mise en œuvre du programme PDI, cette subvention a été initialement notifiée pour un montant de 96 136 €. Elle a toutefois été ajustée au niveau des dépenses effectivement engagées sur l'exercice, soit 81 619 €.

Certaines dépenses initialement prévues n'ayant pas été réalisées à la clôture, mais reportées sur l'exercice suivant, un montant de 3 533 € a été affecté en fonds dédiés, traduisant l'engagement de l'association à poursuivre les actions correspondantes.

En conséquence, seul le montant effectivement acquis a été comptabilisé en produits, soit 78 505 €.

#### 3 - Subvention RRA / Animation (part Région)

Reconduite en 2025, cette subvention se décompose comme suit :

- ☒ 83 750 € au titre de l'animation
- ☒ 98 900 € au titre des actions

Soit un niveau global comparable à celui de l'exercice précédent (182 628 € en 2024).

#### 4 - Subvention Grand Lyon

La Métropole de Lyon accompagne l'association dans la conduite de ses missions à travers une subvention renouvelée en 2025 pour un montant de 59 500 €, en retrait par rapport aux 70 000 € accordés en 2024.

Cette enveloppe se répartit entre :

- ☒ 35 000 € dédiés à l'animation
- ☒ 24 500 € consacrés aux projets

#### 5 - Subvention DGA

La convention, d'un montant global de 150 000 € sur deux ans, court jusqu'au 31 décembre 2026.

Au titre de l'exercice 2025, 75 000 € ont été reconnus en produits, correspondant à la quote-part rattachée aux actions de l'exercice, contre 85 714 € en 2024.

# Annexe libre

Etat exprimé en euros

## **6 - Subvention Région Défense - OPTITEX**

Une subvention d'un montant maximal de 29 900 € a été attribuée pour l'exercice 2025.

Compte tenu du niveau de réalisation des dépenses éligibles, ce montant a été intégralement comptabilisé en produits.

## **7 - Subvention Région - Accord filière textile**

Une subvention d'un montant maximal de 37 024 € a été attribuée pour l'exercice 2025.

Compte tenu du niveau de réalisation des dépenses éligibles, ce montant a été intégralement comptabilisé en produits.

## **Subventions européennes**

Les subventions européennes constituent une part significative du financement des activités de l'association. Elles sont reconnues en produits au fur et à mesure de l'avancement des projets et de l'engagement des dépenses correspondantes.

## **8 - CALIMERO (terminée en 2025)**

Initialement accordée pour 202 175 €, la subvention a été ajustée à 185 816 € à l'issue du projet, couvrant la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2025 (36 mois).

Elle a donné lieu à la reconnaissance de produits sur la durée du projet (2022–2025), dont 57 400 € en 2025.

## **9 - MC4 (terminée en 2025)**

Initialement accordée pour 391 726 €, la subvention a été ajustée à 351 547 € à l'issue du projet, couvrant la période du 1er avril 2022 au 31 mars 2025 (36 mois).

Elle a donné lieu à la reconnaissance de produits sur la durée du projet (2022–2025), dont 75 915 € en 2025.

## **10 - EUROBOOSTEX (terminée en 2025)**

Initialement accordée pour 60 684 €, la subvention a été ajustée à 55 254 € à l'issue du projet, couvrant la période du 1er septembre 2022 au 31 août 2025 (36 mois).

Elle a donné lieu à la reconnaissance de produits sur la durée du projet (2022–2025), dont 9 308 € en 2025.

## **11 - ALPETEXTYLES (terminée en 2025)**

Initialement accordée pour 208 293 €, la subvention a été ajustée à 205 515 € à l'issue du projet, couvrant la période du 1er novembre 2022 au 31 octobre 2025 (36 mois).

Elle a donné lieu à la reconnaissance de produits sur la durée du projet (2022–2025), dont 102 015 € en 2025.

## **12 - POLYTRONICS**

Une subvention initiale de 235 400 € a été accordée en 2023. Suite à un avenant, ce montant a été porté à 241 820 €, avec une prolongation de 6 mois de la période de dépenses éligibles, désormais comprise entre le 1er février 2023 et le 31 juillet 2026 (42 mois), contre du 1er février 2023 au 31 janvier 2026 (36 mois) initialement.

Le produit rattaché à ces dépenses a été évalué à 33 208 € en 2023, s'élève à 41 254 € en 2024, et atteint 59 277 € en 2025.

# Annexe libre

Etat exprimé en euros

## **13 - REGIOGREENTEX (terminée en 2025)**

Initialement accordée pour 294 274 €, la subvention a été ajustée à 286 066 € à l'issue du projet, couvrant la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025 (36 mois).

Elle a donné lieu à la reconnaissance de produits sur la durée du projet (2023–2025), dont 147 293 € en 2025.

## **14 - MINASMART**

Une subvention initiale de 207 309 € a été accordée en 2023. Suite à un avenant, ce montant a été porté à 149 844 €, avec un décalage de 6 mois de la période de dépenses éligibles, désormais comprise entre le 1er juillet 2023 et le 30 juin 2026 (36 mois), contre du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025 (36 mois) initialement.

Le produit rattaché à ces dépenses a été évalué à 16 990 € en 2023, s'élève à 40 682 € en 2024 et atteint 28 749 € en 2025.

## **15 - BIOSTRUCT**

Une subvention initiale de 220 613 € a été accordée en 2024. Suite à un avenant, ce montant a été porté à 218 239 €, avec une prolongation de 4 mois de la période de dépenses éligibles, désormais comprise entre le 1er janvier 2024 et le 30 avril 2027 (40 mois), contre du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2026 (36 mois) initialement.

Le produit rattaché à ces dépenses a été évalué à 73 537 € en 2024, et s'élève à 57 406 € en 2025.

## **16 - SOLSTICE**

Une subvention maximum de 607 728 € a été accordée en 2024. Les dépenses s'y rattachant peuvent s'étaler du 01/05/2024 au 31/10/2027 (42 mois).

Le produit rattaché à ces dépenses a été évalué à 28 351 € en 2024, et s'élève à 172 865 € en 2025.

## **17 - ARMETISS**

Une subvention maximum de 392 813 € a été accordée en 2024. Les dépenses s'y rattachant peuvent s'étaler du 25/06/2024 au 24/06/2027 (36 mois).

Le produit rattaché à ces dépenses a été évalué à 28 462 € en 2024, et s'élève à 99 828 € en 2025.

## **18 - ASTER**

Une subvention maximum de 163 777 € a été accordée en 2024. Les dépenses s'y rattachant peuvent s'étaler du 01/09/2024 au 31/08/2027 (36 mois).

Le produit rattaché à ces dépenses a été évalué à 2 011 € en 2024, et s'élève à 36 660 € en 2025.

## **19 - ELEVATEX (Coûts directs et indirects opérationnels)**

Une subvention maximum de 274 910 € a été accordée en 2025. Les dépenses s'y rattachant peuvent s'étaler du 01/10/2025 au 30/09/2028 (36 mois).

Le produit rattaché à ces dépenses a été évalué à 2 574 € en 2025.

# Annexe libre

Etat exprimé en euros

## **20 - ELEVATEX - Cascade funding (Soutien financier aux tiers)**

Une subvention maximum de 1 980 000 € a été accordée en 2025. Les dépenses s'y rattachant peuvent s'étaler du 01/10/2025 au 30/09/2028 (36 mois).

L'association agit en tant que coordinateur pour sélectionner les bénéficiaires et gérer les versements, intégralement remboursés par l'UE.

Aucun produit n'a été comptabilisé en 2025.

## **21 - ELEVATEX - Reversements**

Une subvention maximum de 370 085 € a été accordée en 2025. Les dépenses s'y rattachant peuvent s'étaler du 01/10/2025 au 30/09/2028 (36 mois).

En tant que chef de file du projet, l'association perçoit les fonds pour le compte des 4 autres membres du consortium et procède à leur redistribution.

L'analyse de la convention et de ses modalités d'exécution ont conduit l'association à comptabiliser les flux liés à cette 3ème partie du projet ELEVATEX uniquement dans des comptes de bilan. Ils n'apparaissent donc pas dans le compte de résultat.

Cette subvention a déjà été reversée aux autres membres du consortium pour 111 026€.

## **22 - SKILLS**

Une subvention maximum de 117 122 € a été accordée en 2025. Les dépenses s'y rattachant peuvent s'étaler du 01/11/2025 au 31/10/2029 (48 mois).

Le produit rattaché à ces dépenses a été évalué à 4 880 € en 2025.

### **INFORMATIONS SUR LES REMUNERATIONS DES TROIS PLUS HAUT CADRES DIRIGEANTS**

<b>Salaires Bruts</b>	<b>Avantage en nature</b>
253 970 €	2 781 €

# Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2025	31/12/2024
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Valorisation Administrateurs et Bureau Executif	124 080	122 640
	124 080	122 640
Total	124 080	122 640

Répartition par nature de charges	31/12/2025	31/12/2024
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole		
Valorisation Administrateurs et Bureau Executif	124 080	122 640
	124 080	122 640
Total	124 080	122 640

Engagements financiers

Etat exprimé en euros		31/12/2025	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus				
Avals, cautions et garanties				
Garantie Etat PGE - 90% de l'emprunt BNP				32 120
				32 120
Engagements de crédit-bail				
Engagements en pensions, retraite et assimilés				
Indemnité de fin carrière 2025			12 341	
			12 341	
Autres engagements				
Total des engagements financiers (1)			12 341	32 120
(1) Dont concernant :				
Les dirigeants				
Les filiales				
Les participations				
Les autres entreprises liées				

--

Immobilisations

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
21 799				2 058	19 741
21 799				2 058	19 741
29 569				8 950	20 619
100 544		14 621		20 463	94 703
130 113		14 621		29 413	115 322
9 900					9 900
9 900					9 900
161 812		14 621		31 471	144 963

Amortissements

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
			Dotations	Diminutions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Fonds commercial					
	Autres immobilisations incorporelles	1 à 3 a	Linéaire	19 648	2 058	17 590
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			19 648	2 058	17 590

CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels					
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	8 ans	Linéaire	4 741	4 239	23
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau, mobilier	3 à 5 a	Linéaire	88 322	9 163	20 463
	Emballages récupérables et divers					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			93 063	13 402	20 486

TOTAL				112 711	13 402	22 544	103 569
-------	--	--	--	---------	--------	--------	---------

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/12/2025

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux	7 476	7 476	
	Autres créances clients	348 358	348 358	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 000	1 000	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	639	639	
	Impôts sur les bénéfices	11 881	11 881	
	Taxes sur la valeur ajoutée	14 547	14 547	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	2 744 579	2 744 579	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	4 446	4 446	
	Charges constatées d'avance	29 030	29 030	
	TOTAL DES CREANCES	3 161 956	3 161 956	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

31/12/2025

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	35 705	35 705		
	Emprunts et dettes financières divers	945	945		
	Fournisseurs et comptes rattachés	48 434	48 434		
	Personnel et comptes rattachés	155 537	155 537		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	136 759	136 759		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	58 568	58 568		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	12 992	12 992		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	261 189	261 189		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	3 842 057	3 842 057		
	TOTAL DES DETTES	4 552 187	4 552 187		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	60 819			
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

# Provisions

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

Début exercice	Augmentations	Diminutions		31/12/2025
		Utilisées	Non utilisées	

Dont dotations et reprises	<div>- d'exploitation - financières - exceptionnelles</div>		(1 654)	
-------------------------------	---	--	---------	--

--

# Dépréciations

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		Dépréciations début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Dépréciations au 31/12/2025
			Dotations	Reprises	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier				
	Emballages récupérables et divers				
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
FINANCIERES	Participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
STOCKS ET EN-COURS	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	TOTAL STOCKS ET EN-COURS				
CREANCES	Créances clients et comptes rattachés	9 437		2 537	6 900
	Autres créances				
	TOTAL CREANCES	9 437		2 537	6 900
AUTRE ACTIF	Valeurs mobilières de placement Actions propres				
	Valeurs mobilières de placement Autres titres				
	Autre actif circulant				
	TOTAL VMP ET AUTRE ACTIF CIRCULANT				
TOTAL		9 437		2 537	6 900

# Répartition des effectifs par catégorie

		31/12/2025	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Ouvriers			
	Employés, techniciens, agents de maîtrise		1	
	Cadres et ingénieurs		15	
	Autres catégories			
	TOTAL		16	

--

# Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2025
<b>Charges constatées d'avance - EXPLOITATION</b>			<b>29 030</b>
Sous-traitance		6 835	
Locations mobilières		339	
Documentation		1 391	
Informatique		96	
Maintenance		1 113	
Salons, publicité		15 707	
Cotisations		3 550	
<b>Charges constatées d'avance - FINANCIERES</b>			
<b>Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES</b>			
<b>TOTAL</b>			<b>29 030</b>

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reporté à un exercice ultérieur.

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			3 842 057
Adhésions FR 2026		313 257	
Adhésions EU/EXO		4 880	
Subventions France		75 000	
Subventions Européenne		1 439 520	
Salon		14 400	
Plan d'actions sur la communication		15 000	
Elevatex cascade funding		1 980 000	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			3 842 057

Les produits constatées d'avance ne sont composées que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reporté à un exercice ultérieur.

# Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	257 472	104 339			361 811
Excédent ou déficit de l'exercice	104 339	(104 339)	30 492		30 492
Situation nette	361 811		30 492		392 302
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 928			938	990
Provisions réglementées					
TOTAL	363 739		30 492	938	393 292

Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2025	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	7 000	3 533	7 000			3 533	
Subvention PDI 2024							
Subvention PDI 2025							
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	7 000	3 533	7 000			3 533	

# Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros	Subventions à la clôture 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2025
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	28 212			28 212
Autres subventions d'investissement				
<b>Montant nominal</b>	<b>28 212</b>			<b>28 212</b>
Quotes-parts virées au compte de résultat	26 284	938		27 222

Subvention d'investissement accordée le 27/11/2019 par la Métropole de Lyon : 200 000€ maximum (soit 49% du budget global) relative aux investissements pour Techtera Fab.

Autorisation de prolongation de 12 mois de la durée d'exécution du projet, soit jusqu'au 31/03/2024.

Subvention ajustée à la hauteur des investissements déjà effectués soit 57 129 €, correspondant à une subvention de 28 212 €.

# Produits à recevoir

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

Total des Produits à recevoir		2 752 366
<b>Autres créances</b>		<b>2 752 366</b>
FOURNISSEURS - AVOIRS A OBTENIR	4 446	
IJSS NETTES	148	
SUBVENTIONS - AURA / PDI	45 095	
SUBVENTIONS - AURA /PART REGION	8 378	
SUBVENTIONS - AURA - PART ETAT	7 864	
SUBVENTIONS-AURA-ACTIONS SPE	49 450	
SUBVENTIONS - ACCORD FILIERE TEXTILE	29 619	
SUBVENTIONS - GRAND LYON ANIMATION	7 000	
SUBVENTIONS - GRAND LYON ACTION	4 900	
SUBVENTION - OPTITEX	23 920	
SUBVENTION - DGA	150 000	
SUBVENTION EUROPE - CALIMERO	13 969	
SUBVENTION EUROPE - ALPTEXTYLES	75 904	
SUBVENTION EUROPE - POLYTRONICS	33 393	
SUBVENTION EUROPE - REGIOGREENTEX	80 074	
SUBVENTION EUROPE - MINASMART	52 445	
SUBVENTION EUROPE - BIOSTRUCT	129 994	
SUBVENTION EUROPE - SOLSTICE	243 091	
SUBVENTION EUROPE - ARMETISS	216 047	
SUBVENTION EUROPE - ASTER	143 815	
SUBVENTION EUROPE - ELEVATEX	137 455	
SUBVENTION EUROPE - ELEVATEX CASCADE FUNDING	990 000	
SUBVENTION EUROPE - ELEVATEX REVERSEMENT	185 043	
SUBVENTION EUROPE - SKILLS	117 122	
INTERETS COURUS	3 193	

# Charges à payer

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
<b>Total des Charges à payer</b>		<b>233 503</b>
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b> <i>INTERETS COURUS</i>	<i>16</i>	<b>16</b>
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b> <i>FOURNISSEURS - FACTURES NON PARVENUES</i>	<i>19 976</i>	<b>19 976</b>
<b>Dettes fiscales et sociales</b> <i>PROVISION CONGES PAYES / RTT</i> <i>PERSONNEL - CHARGES A PAYER</i> <i>CHARGES SOCIALES SUR PROVISION CP</i> <i>AUTRES CHARGES A PAYER</i> <i>TVS. 2025 A PAYER</i>	<i>42 287</i> <i>113 250</i> <i>19 706</i> <i>37 485</i> <i>783</i>	<b>213 511</b>

# Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2025-01

Commissaire aux comptes 1				Commissaire aux comptes 2			
ODICEO							
31/12/2025	31/12/2024	%	%	31/12/2025	31/12/2024	%	%

**Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes**

Honoraires afférents à la certification des comptes	10 482	9 178	100,00	100,00				
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)								
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité								
<b>Total</b>	<b>10 482</b>	<b>9 178</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>				

(\*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce

**Honoraires des commissaires aux comptes (CAC) ne certifiant pas les comptes et des Organismes tiers indépendants (OTI) pour la certification des informations en matière de durabilité**

Honoraires des commissaires aux comptes (CAC) ne certifiant pas les comptes et des Organismes tiers indépendants (OTI) pour la certification des informations en matière de durabilité (*)						
--	--	--	--	--	--	--

(\*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce pour les commissaires aux comptes et à l'article L.822-24 du code de commerce pour les OTI »

--